

Compte rendu

Ouvrage recensé :

Jean-Louis Harouel, *Essai sur l'inégalité*, Paris, P.U.F., 1984, 286 p.

par Douglas Moggach

Politique, n° 9, 1986, p. 185-189.

Pour citer ce compte rendu, utiliser l'adresse suivante :

URI: <http://id.erudit.org/iderudit/040522ar>

DOI: 10.7202/040522ar

Note : les règles d'écriture des références bibliographiques peuvent varier selon les différents domaines du savoir.

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter à l'URI <https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche. Érudit offre des services d'édition numérique de documents scientifiques depuis 1998.

Pour communiquer avec les responsables d'Érudit : info@erudit.org

Jean-Louis Harouel, *Essai sur l'inégalité*, Paris, P.U.F., 1984, 286 p.

La «découverte» de l'incompatibilité entre les valeurs démocratiques et l'accumulation du capital est un des noyaux du néo-libéralisme. L'appel sonore de la Révolution française à lier liberté et égalité est réduit au silence. La nouvelle synthèse défend les valeurs conservatrices, telle l'inégalité, sur le terrain du principe libéral d'utilité. À l'idée que le marché doit être libéré des poussées intrusives de l'État, ce courant ajoute une nuance polémique caractéristique: il faut briser l'emprise d'une idéologie redistributrice et égalitaire qui dessert les intérêts de la croissance économique.

Ces thèmes, déjà esquissés par les néo-libéraux comme Von Hayek, sont la substance de l'*Essai sur l'inégalité* de J.-L. Harouel. Dans une perspective évolutionniste dérivée de l'économie néo-classique, c'est le capitalisme qui monopolise le champ du progrès économique, qui incarne la croissance des forces productives. Toute tentative de limiter la liberté du capital est économiquement

contreproductive. Toute redistribution, pour le stabiliser, risque d'engendrer le totalitarisme par la suppression étatique des ressorts naturels de la quête du profit.

La procédure suivie par l'auteur est très simple. Il veut prouver que l'inégalité a joué un rôle plus positif que négatif dans l'histoire. Pour lui l'histoire semble se diviser en deux grandes époques dont la ligne de clivage est la Révolution industrielle. Dans la société préindustrielle le rythme de croissance est déterminé par la biologie et la démographie, le niveau de technique étant presque constant. Dans ces conditions qu'aurait signifié une égalisation des conditions économiques, conçue comme distribution égale des richesses dans l'optique d'un «communisme» primitif et distributif? Prônée par des révoltes d'esclaves et de paysans et, semble-t-il, inspirant la vision historique de certains courants socialistes contemporains, cette égalité selon Harouel aurait exercé des effets minimes sur le niveau de vie de la masse des travailleurs, dont la misère fut causée par le niveau bas des forces productives et par la biologie (p. 19 ff.). Harouel nie que l'exploitation soit à la racine de cette misère. Le prélèvement sur le travail des producteurs directs servait largement de convoyeur en faveur d'autres ouvriers, artisans spécialisés (p. 29-34). Il permettait en plus le déferlement d'une culture intellectuelle, nourrie par le travail des illettrés, qui préparait à longue échéance la croissance définitive des forces productives (p. 39 ff.).

Dans la période industrielle où le progrès technique brise les limites biologiques pour devenir le moteur de l'histoire, l'égalisation *politique* des revenus ou des patrimoines serait surtout nuisible à court terme, bloquant les mécanismes spontanés d'innovation en supprimant les libertés et l'efficacité du marché (p. 85 ff.). En même temps les pays sous-développés sont menacés par l'explosion démographique, déclenchée par les effets inattendus de la bienveillance occidentale en aide médicale (p. 215), qui

n'est pas contrebalancée par une limitation des naissances. Selon l'auteur c'est ce déséquilibre qui absorbe les fruits du développement technique dans ces mêmes pays, lui aussi attribuable à l'investissement du capital occidental dans leurs économies jusque-là stagnantes.

L'argument repose sur une série de présuppositions sur l'accumulation dont l'auteur ne confronte jamais les implications théoriques. En partie cette limitation dépend de l'étroitesse extraordinaire de ses sources. Partisan de l'école productiviste de Jean Fourastié, mais disciple également des nouveaux philosophes et d'un freudisme de droite qui analyse les crises sociales selon le modèle des névroses, l'auteur se garde d'errer loin de la compagnie de tels guides. Dans l'envergure de sa recherche, son livre se compare mal aux formulations classiques en sociologie sur l'inégalité (e.g. G. Lenski, *Power and Privilege*, 1966). Le statut de l'égalité au sein de la tradition libérale elle-même (J. Rawls) reste hors de sa portée, tout comme les diverses conceptions de l'intégralité ancienne et moderne qu'examine, entre autres, Luc Ferry. Sur la «stagnation» des techniques au Moyen Âge, il aurait pu lire avec profit Lynn White et Jean Gimpel, sur la démographie Guy Bois et Peter Kriedte, sur les rapports entre production et exploitation féodales Rodney Hilton et Boris Porchnev. On pourrait lui recommander aussi une lecture plus attentive de l'ouvrage de Pierre Dockès.

L'omission de certaines questions tenues pour essentielles par la recherche actuelle constitue un grave défaut dans l'argument d'Harouel. Ce problème est exacerbé par un appareil conceptuel extrêmement nébuleux, qui reproduit de façon naïve les principes de l'économie néo-classique et son anthropologie sous-jacente.

L'égalitarisme visé par le livre n'est jamais articulé comme doctrine cohérente mais constitue plutôt un amalgame d'éléments hétérogènes. Il inclut des formes aussi diverses que le «communisme

primitif» critiqué par Marx; le marxisme lui-même; les mesures social-démocrates de redistribution; les économies de l'Europe de l'est; les revendications révolutionnaires, réformistes ou nationales du Tiers-Monde; même le «laxisme» anarcho-libéral en éducation. Harouel traite l'égalitarisme comme simple idée reçue, ce qui lui épargne l'effort d'une analyse sérieuse de son contenu tout en lui permettant de joindre capricieusement des phénomènes les plus variés.

Le lecteur doit se demander si l'image du capitalisme que nous offre Harouel comme description et critère d'évaluation est plus conforme à la réalité concrète que son modèle délibérément contre-factuel et hypothétique d'une société précapitaliste égalitaire. Il décrit le capitalisme de façon techniciste et économiste. Les rapports de production et l'exploitation disparaissent en faveur de rendements aux facteurs et de stratification. C'est une économie en principe libre de crises, sauf par l'intermédiaire de facteurs exogènes comme la manipulation des marchés (OPEC) ou, remarquons-le bien, la concurrence des pays à salaires bas (p. 133). Le marché alloue efficacement les ressources par le déplacement libre du capital, ce qui implique le capitalisme *concurrentiel* (p. 120). Et, de façon économique, apolitique, naturelle, il atteint un resserrement dans l'éventail des revenus par le fait même du progrès (p. 87). L'auteur conjugue ces prémisses à une anthropologie de l'homme maximisateur, où le capitalisme répond à des pulsions instinctives profondes de la personne (p. 126), et le socialisme et les mouvements contestataires et égalitaires sont dépeints comme résultat de névroses (p. 126, 268-70).

L'anthropologie d'Harouel pose également une série de problèmes théoriques. On pourrait citer sa conception problématique de l'intérêt général comme agrégat d'intérêts privés. On pourrait contester l'atomisme de cette conception et sa définition de l'intérêt subjectif comme appropriation. On pourrait signaler la rupture

par là de la tension fructueuse dans la pensée libérale progressiste entre citoyen et bourgeois. Mais ces problèmes ne trouvent aucune résonance dans le texte. Il s'agit d'un traité politique, d'un plaidoyer en faveur de certaines mesures pratiques (contrôle des naissances au Tiers-Monde, salaires temporairement réduits et ouverture des marchés de travail dans les pays capitalistes avancés).

Plus signifiant encore, il s'agit d'un témoignage à une tendance politique et idéologique, une offensive contre les valeurs prônées par les révolutions démocratiques. Dans sa nouvelle version, le libéralisme économique renonce à l'héritage progressiste du passé.

Douglas Moggach
Université d'Ottawa